



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2024-381 du 12 septembre 2024, mettant en demeure la société Panzani de respecter certaines dispositions réglementaires relatives aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement qu'elle exploite 29-31 rue Lavoisier, à Nanterre.

Le préfet des Hauts-de-Seine,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8 et L.511-1,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination du préfet des Hauts-de-Seine – M. HOTTIAUX (Laurent),

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, sous-préfet de Nanterre (classe fonctionnelle I) - M. GAUCI (Pascal),

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement [NOR : TREP2003496A],

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2000 réglementant l'exploitation des installations classées exploitées par la société PANZANI à Nanterre 29 rue Lavoisier,

Vu l'arrêté préfectoral DATEDE/2 n° 2007-109 du 24 juillet 2007, prescrivant à la société Panzani de nouvelles conditions d'exploitation des installations situées 29, rue Lavoisier, à Nanterre,

Vu l'arrêté SGAD n° 2024-34 du 8 août 2024 portant délégation de signature à monsieur Pascal Gauci, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 27 juin 2024 constatant le non respect de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité concernant les points suivants :

- point 5 du Titre II de l'annexe, relatif au système de management environnemental,
- point 6 du Titre II de l'annexe, relatif à l'inventaire,
- point 7.1 du Titre II de l'annexe, relatif au suivi et à l'inventaire des effluents aqueux,
- point 7.2 du Titre II de l'annexe, relatif aux valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau,

Vu le rapport de monsieur l'adjoint à la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) en date du 20 août 2024, proposant au préfet de mettre en demeure la société Panzani,

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 20 août 2024, transmettant à l'exploitant le rapport précité du même jour, et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observations de l'exploitant,

Considérant que lors de la visite précitée en date du 27 juin 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant était non certifié ISO 14 001 :

- n'était pas en mesure de présenter l'ensemble des documents mentionné au point 5 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité,
- n'était pas en mesure de présenter les documents (hors volet IV) justifiant du respect du point 6 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité,
- appliquait toujours les valeurs limites d'émissions imposées dans son arrêté d'autorisation du 24 juillet 2007 susvisé (article 4.3.9) mais ne respectait pas les valeurs imposées aux points 7.1 et 7.2 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité,

Considérant que le non-respect de ces dispositions constitue des non-conformités notables,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société Panzani (SIRET n°96150342200340) dont le siège social est situé 141 cours Gambetta, à Lyon, représentée par son président, Monsieur Albert Mathieu, exploitant des installations de fabrication de pâtes alimentaires à Nanterre, 29-31 rue Lavoisier, est mise en demeure de respecter les dispositions imposées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La société Panzani est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 5 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité.

Elle doit être en mesure de présenter l'ensemble des documents mentionnés au point 5 précité.

ARTICLE 3

La société Panzani est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 6 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité.

Elle doit être en mesure de présenter l'ensemble des documents mentionnés au point 6 précité, hors volet IV.

ARTICLE 4

La société Panzani est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 7.1 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité.

Elle doit mettre en place une stratégie afin de respecter les valeurs limites qui lui sont imposées.

ARTICLE 5

La société Panzani est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 7.2 du Titre II de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité.

Elle doit contacter la station d'épuration à laquelle elle est raccordée afin d'appliquer le taux d'abattement aux VLE fixé par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité et de calculer les VLE qui s'appliquent.

ARTICLE 6

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 à 5 ne serait pas satisfaite dans les délais imposés par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

ARTICLE 8 : Obligation de notification des recours

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

1° Adresse postale du bénéficiaire de la décision :

Société Panzani, 141, cours Gambetta, 69003 Lyon

2° Adresse postale de l'auteur de la décision :

Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, Direction de la Citoyenneté et de la Légalité, Bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques, 167-177, avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterre Cedex.

ARTICLE 9 : Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée de quatre mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Une copie sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

L'arrêté est notifié au représentant de la société Panzani.

ARTICLE 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, le maire de Nanterre, le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la sous-préfète,
secrétaire générale adjointe

Sophie GUIROY

